



Conseil économique et social

Distr. générale
24 avril 2012
Français
Original : anglais

Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 14 b) de l'ordre du jour provisoire*

Questions sociales et questions relatives

aux droits de l'homme : développement social

Déclaration soumise par l'Association mauritanienne pour la promotion du droit, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, qui est distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2012/100.



Déclaration

Située entre le 15° et le 27° parallèle nord, la Mauritanie a une superficie de 1,03 millions de kilomètres carrés. Elle est limitée au nord par le Sahara occidental, à l'est par l'Algérie, au sud-est par le Mali, au sud par le Sénégal et à l'ouest par l'océan Atlantique. Son territoire est couvert à près de 70 % par le désert du Sahara. Les précipitations créent des zones agraires qui s'étendent du nord au sud. Le pays est sujet à des périodes de sécheresse : la plus grave a eu lieu entre 1968 et 1988 et a transformé le milieu naturel. Depuis, le climat semble devenir plus tempéré. Protéger l'environnement contre la progression du désert et la déforestation reste cependant une nécessité impérieuse, d'autant que la Mauritanie est l'un des pays les plus pauvres du monde d'après une étude effectuée par le Fonds monétaire international en 2006.

Conséquences de la pauvreté sur les conditions de vie

Les données locales sur la pauvreté qui portent sur la facilité d'accès aux services sociaux de base dénotent une amélioration des indicateurs sociaux. Toutefois, le niveau et la qualité de ces indicateurs sont en deçà des normes du Programme des Nations Unies pour le développement. Malgré le volume des données existantes, l'accès aux services sociaux ne s'est pas amélioré. Ces trois dernières années, les organismes internationaux ont constaté que l'accès à l'eau, aux services de santé, aux services éducatifs et à d'autres services était modeste. Les services de la Commission pour l'allégement de la pauvreté, qui a été créée par le Gouvernement mauritanien, se situent en dessous de la moyenne. Les données dont on dispose suffisent à montrer que la pauvreté n'a pas reculé.

Propositions concrètes pour lutter contre la pauvreté

Afin d'alléger la pauvreté, le Gouvernement mauritanien doit réviser ses politiques. Il doit avant tout donner la priorité à l'amélioration des conditions de vie des pauvres. Cela ne présente pas de difficulté particulière, à condition que le Gouvernement soit réellement déterminé à faire évoluer la situation. Les propositions ci-après peuvent jouer un rôle fondamental en la matière :

- 1) Définir le lien entre pauvreté et immigration et s'attacher à fixer les populations rurales dans leur région d'origine;
- 2) Instaurer de meilleures conditions de vie et de travail dans les zones rurales en fournissant, entre autres, un accès à l'eau, aux services de santé et à l'alimentation;
- 3) Améliorer les conditions de vie dans les banlieues;
- 4) Instaurer un État qui garantit l'accès de tous les citoyens aux services sociaux dans des conditions d'égalité;
- 5) Créer des conditions propices au développement de base;
- 6) Veiller à la pleine participation de la société civile dans l'élaboration des projets;
- 7) Encourager les partenariats avec les pays amis.